



Le rachat de trimestre

Cette opération doit être réfléchie en fonction d'un projet de vie et non d'un gain strictement fiscal. Après, seulement, il convient de l'optimiser.

Parmi les possibilités qui permettent d'abaisser sérieusement la note fiscale, il en est une plus discrète que les autres : le rachat de trimestres retraite, officiellement dénommé « versements pour la retraite ». Il s'envisage lorsque l'on souhaite partir en retraite dès l'âge légal (62 ans pour toutes les générations nées à partir de 1955) ou peu après, mais que l'on n'a pas acquis, à ce moment-là, une durée d'assurance suffisante (165 trimestres pour une personne née en 1953 ou en 1954, 166 trimestres pour une personne née entre 1955 et 1957, et ainsi de suite) pour percevoir une retraite de base à taux plein. Cette opération permet de corriger ou d'annuler une double sanction financière : d'une part, une retraite de base (CNAV pour les salariés du privé, RSI pour les indépendants...) calculée avec une décote, c'est-à-dire avec un taux inférieur à celui du taux plein et, d'autre part, une retraite de base proratisée selon le nombre de trimestres manquants.

Pour un salarié né en 1953, auquel il manque 10 trimestres fin 2015 par exemple, le taux applicable au calcul de sa pension de base serait ainsi de 43,75 % et non de 50 % (chiffre du taux plein) et celle-ci serait versée à hauteur de 93,9 % (155-165) et non de 100 %. Dans l'hypothèse d'une pension de base maximale, il percevrait donc 1.302,27 euros par mois au lieu de 1.585 euros par mois. Sans oublier, dans ce cas, le coefficient d'abattement de 10 % applicable à ses retraites complémentaires Arrco et Agirc (tranches A et B).

Différentes options, un coût variable

Les règles du rachat et les montants à verser sont soumis à l'aval des caisses de retraite. Le coût varie crescendo avec l'âge au moment de la demande et avec l'option retenue : option 1, rachat du seul taux pour amoindrir ou supprimer la décote ou option 2, évidemment plus cher, rachat taux mais aussi de la durée d'assurance. Dans une moindre mesure, ce coût dépend aussi du revenu annuel moyen brut perçu au cours des trois années précédant la demande (salaires et revenus d'activité non salariée), mais il faut savoir, et c'est important, qu'il ne progresse plus au-delà du plafond annuel de la Sécurité sociale (PASS = 38616€ pour 2016). Un système qui avantage les personnes à hauts revenus, puisqu'elles achètent des trimestres proportionnellement moins cher.

Une déduction fiscale a priori intéressante

Au-delà des majorations viagères de pension, le rachat est assorti d'une déduction fiscale très intéressante : il est entièrement déductible des salaires l'année où il est payé (seuls les expatriés au sens fiscal du terme ne peuvent s'en prévaloir) sans que cela vienne s'inscrire dans le mécanisme de plafonnement global des niches fiscales. Mieux : selon le nombre de trimestres rachetés, il est possible d'étaler les paiements sur un, trois ou cinq ans de façon à lisser dans le temps le gain fiscal. La déduction s'opère avant celle pour frais professionnels : s'il y a déficit, celui-ci devient totalement imputable du revenu global l'année du rachat et des six années suivantes le cas échéant (art. 83 du



Code général des impôts). Mais si alléchante soit-elle, « cette opération ne doit pas être envisagée dans la seule logique d'une optimisation fiscale », Comme pour n'importe quel placement, il s'agit donc d'intégrer d'emblée « le retour sur investissement ».

En 2016, vous avez effectué un rachat de trimestres ? Comment le déclarer ?

Une procédure simple mais attention de...

Vous avez effectué un rachat de trimestres « retraite » au titre de vos années incomplètes, années d'études supérieures ou périodes d'activité à l'étranger ? Sachez que ce rachat est **intégralement déductible de votre revenu imposable**, sans limitation.

Le rachat de trimestre, appelé aussi **Versement Pour La Retraite, VPLR**, dont le coût varie entre 1 000 et 6 000 euros pour un trimestre selon votre âge et votre revenu d'activité, n'apparaît pas automatiquement dans votre déclaration d'impôts. **Il vous incombe de le signaler.**

Pour cela, c'est très simple. Il vous suffit de déduire le montant de votre rachat de trimestres directement de votre revenu fiscal.

Ainsi, en pratique, si votre revenu imposable est de 60 000 euros et que vous avez versé, en 2016, 22 000 euros pour racheter 6 trimestres, vous devez déclarer 38 000 euros (60 000 - 22 000).

Attention, si vous bénéficiez d'un étalement de vos versements, il vous faudra déduire seulement la somme que vous avez payée en 2016 et non la totalité.

Peu pratiqué, **nous vous conseillons vivement de le signaler en notes** dans votre déclaration afin que l'administration fiscale le prenne bien en compte.

